

Le multilinguisme au Vanuatu

Héritages emboîtés et recomposition d'une identité

MAUD LASSEUR

LE VANUATU a vu le jour en 1980. Cet archipel mélanésien avait formé durant soixante-quatorze ans le Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, expérimentation coloniale insolite née d'un compromis entre deux puissances rivales. En à peine un siècle, sur fond d'une formidable mosaïque vernaculaire, se sont greffées des langues, des religions, des structures sociales marquées par la dualité des modèles britannique et français. À cela s'ajoute, depuis deux décennies, la volonté de bâtir une véritable unité nationale, d'ores et déjà ébauchée par quelques fondations : langue véhiculaire officielle, administrations réunifiées, drapeau et hymne républicains. La jeune nation post-coloniale reste pourtant en quête d'une définition identitaire qui sache être le condensé d'un tel amoncellement culturel. Dans ce chapelet d'îles se pose ainsi, de manière prégnante, la question de l'acculturation, de la cohabitation spatiale et mentale des héritages.

Au sein des sociétés coutumières, où l'histoire est en constante réinvention, l'appropriation discriminatoire et canalisée d'éléments nouveaux n'implique pas un bouleversement concomitant. La nouveauté ne se substitue jamais à l'ancien ; elle s'y agrège dans une sorte de recomposition culturelle permanente. La

géographie des langues illustre de manière exemplaire ce processus. Chaque génération d'idiomes – vernaculaires, européens, national – a été circonscrite à un espace bien défini et associée à des fonctions sociales précises ; l'ensemble forme un système dans lequel la complémentarité l'emporte sur la concurrence. Il en ressort un certain équilibre, mais cet équilibre est fragile, menaçant sans cesse de se disloquer au prix d'une simplification culturelle.

Langues et systèmes géographiques au Vanuatu

La langue est le signe du territoire. Elle conditionne l'expression des mythes qui forgent la culture du groupe et donnent corps à la société. Produit et outil de cohésion, elle s'ancre ainsi dans un espace objectivement cerné ; au-delà de la frontière linguistique, marge de l'intelligible, véritable rupture culturelle, vit l'étranger. Toutefois, la langue n'est pas le simple corollaire de la fermeture. Elle représente également un instrument d'alliance. Connaître le langage de l'autre, c'est pénétrer son monde, assurer l'échange et enrichir le patrimoine par l'innovation. De ces deux fonctions du parler naissent deux systèmes géographiques, celui

du territoire et celui du réseau, de l'île et de l'archipel.

Le socle mélanésien : des îles et des archipels

La population du Vanuatu, éclatée sur quelque soixante-dix îles, se répartit en une centaine de groupes vernaculaires pour à peine 165 000 habitants. Les langues locales, parlées maternelles de la quasi-totalité des Ni-Vanuatu, constituent les vecteurs de communication à l'intérieur des sociétés rurales – qui réunissent plus des trois quarts des nationaux – et des « quartiers-îles », faubourgs urbains où se rassemblent spontanément les natifs d'une même région.

Malgré la densité linguistique – l'une des plus fortes au monde –, le cloisonnement insulaire et le repli apparent des communautés autour de leur micro-société locale, la géographie humaine ne semble guère traversée de barrières absolues. Les linguistes ont clairement mis en évidence l'existence de « chaînes linguistiques », qui permettent une intercompréhension relative de proche en proche, sur des étendues dépassant souvent le cadre de l'île (Tryon, 1976). Inversement, deux chaînes linguistiques tranchent parfois une même île en deux portions qui se tournent le dos. L'île est avant tout culturelle. La mer, quoique omniprésente, n'a jamais été un obstacle. Le plurilinguisme relève en outre d'une tradition ancienne, notamment imposée par les nombreux mariages entre voisins de langues différentes, qui favorisent des alliances porteuses de nouvelles complémentarités et de solidarités élargies. Tout village héberge des femmes venues d'ailleurs, vivant sur le territoire patrilocal dont elles manient la langue aussi parfaitement que leur propre parler maternel. La géographie des langues vernaculaires, à la fois puzzle et toile, rend finalement compte des fondements majeurs de l'organisation des territoires, marquée par la dialectique de l'ouverture et de la fermeture. Chaque entité linguistique forme une île qui, alterna-

tivement, se ferme et s'ouvre pour regarder vers son archipel.

**Les greffes coloniales :
bipolarisation et extension des réseaux**

Tout au long du XX^e siècle, la diffusion des langues et valeurs européennes a sensiblement modifié le paysage culturel ancestral, déjà troublé par les premiers contacts. Elle s'est accompagnée d'une acculturation poussée, changeante dans son contenu et son intensité suivant les motivations des acteurs qui y participaient : missionnaires-éducateurs à partir de la fin du XIX^e siècle, enseignants laïques français et religieux britanniques avant l'indépendance puis Mélanésiens eux-mêmes, aujourd'hui assistés de coopérants et d'expatriés. Par ailleurs, la concurrence entre évangélistes catholiques et protestants et le dédoublement symptomatique, sous le condominium, de tous les services sociaux ont abouti à scinder la population entre une frange anglophone et une frange francophone. Cette distinction s'est perpétuée à la faveur du choix gouvernemental, après l'indépendance, pour le maintien d'un double système d'enseignement, l'un en anglais, l'autre en français. Les estimations actuelles partagent les nationaux entre 40 % d'anglophones et 22 % de francophones.

En dépit de tels bouleversements, l'expression géographique de cette pénétration duale se traduit par une sorte de réplique du modèle mélanésien, fondé sur l'atomisation des territoires et leur structuration en réseaux. La juxtaposition, dans presque toutes les îles, d'unités villageoises francophones et anglophones éclatées, tient à la course de vitesse qui s'est jouée entre missionnaires de confessions distinctes puis entre administrateurs britanniques et français pour la suprématie locale. La volonté de systématiquement freiner l'expansion de l'autre sur son propre terrain a engendré une abondance d'implantations religieuses et scolaires en situation de face-à-face. La double coloni-

sation semble bien avoir sauvé le Vanuatu de la centralisation éducative, c'est à dire d'une déterritorialisation des plus jeunes, puissant vecteur de déculturation (1). Mais, par leur ralliement à l'une ou l'autre institution villageoise, les Mélanésiens ont inévitablement pris part aux querelles et rivalités occidentales. Les réseaux « européens » épousaient souvent les chaînes d'alliance mélanésiennes, des groupes rivaux se tournant vers deux orientations linguistiques et religieuses distinctes pour mieux entériner leur division. Moulés dans un *patchwork* culturel ancien, les nouveaux ferments de divergence n'ont pu que s'épanouir et les cloisonnements s'enraciner. Parallèlement, les villages de chaque « camp » ont développé entre eux de nouvelles formes de relations. La fréquence des manifestations religieuses et l'existence de structures d'enseignement hiérarchisées, favorisant les regroupements régionaux épisodiques, ont permis l'épanouissement des contacts entre les membres épars de chacune des deux « familles » sous tutelle. Au total, les Mélanésiens sont parvenus à imposer leur système géographique aux nouveaux venus européens. En contrepartie, ceux-ci ont œuvré à substituer aux multiples chaînes d'alliance locales, deux réseaux dont l'antagonisme prenait ses sources bien loin du Pacifique. Il en a résulté l'importation des rivalités politiques européennes.

Le bichlamar, langue d'une nation virtuelle

L'existence d'une langue véhiculaire nationale vient encore compliquer cet exceptionnel tableau géo-linguistique. Le bichlamar, sorte de *lingua franca* répandue dans l'ensemble de la Mélanésie, constitue un système linguistique composite à forte base anglaise, diffusé depuis

le milieu du XIX^e siècle par l'intermédiaire des navires santaliers puis du trafic des « esclaves ». Bien que le bichlamar soit un jeune pidgin, son extension à l'ensemble de la population s'est faite de manière extrêmement rapide à la suite du rapatriement des esclaves employés sur les plantations du Queensland ou de Nouvelle-Calédonie. Parler exogène, sans racine territoriale véritable, il n'en forme pas moins une langue géographiquement mélanésienne et un outil d'échange connu de tous. Le bichlamar constitue l'unique parler qui ne divise pas. Il introduit dans l'architecture territoriale une cohérence nouvelle : symbole officiel et étendard de la jeune nation, il est seul susceptible de jouer le rôle d'instrument de l'unité effective.

L'utilisation du bichlamar se justifie dans un contexte de brassage des populations, notamment dans les villes ; il s'impose comme l'unique moyen de communication entre ceux qui n'ont ni le même parler vernaculaire, ni la même langue d'éducation. Là où le brassage est plus restreint, en particulier dans le monde rural, l'utilisation des idiomes vernaculaires suffit au quotidien, tandis que l'école locale demeure le domaine réservé de l'anglais ou du français. Le bichlamar fait donc d'abord figure de langue des centres de convergence. Dépassant l'île et l'archipel, il introduit le bloc-nation. Car, si le pidgin s'est défini dès l'origine comme une langue mélanésienne et par là « coutumière », en réaction à l'anglais et au français « étrangers », il n'est pas la langue *des* coutumes mais celle d'une culture nationale en création.

Langues et systèmes culturels

Ainsi, les Ni-Vanuatu disposent-ils d'une profusion de moyens d'expression. Mais tous n'ont pas la même signification ; ils ne sont pas porteurs des mêmes résonances historiques et, finalement, des mêmes choix socio-politiques. Chaque langue s'inscrit dans un complexe culturel particulier dont elle ne forme que

1. En 1995, les estimations officielles dénombrent encore plus de 400 écoles primaires et secondaires dans l'archipel, pour environ 41 000 élèves. En moyenne, on compte donc une centaine d'élèves par établissement...

l'un des éléments constitutifs. Au Vanuatu plus qu'ailleurs, le langage est l'emblème de l'identité.

La naissance des clivages modernes

La rencontre de plusieurs générations de langues, issues de berceaux géographiques endogènes ou exogènes, diffusées de manière discontinue dans l'archipel et attachées à des acteurs aux intentions politiques clairement différenciées, a longtemps suscité une confrontation identitaire nullement limitée à la seule opposition entre « langues mélanésiennes » et « langues coloniales ».

Au temps des missionnaires, l'anglais et le français se confondaient totalement avec la fonction religieuse, l'éducation étant à la charge exclusive des missions jusqu'à la seconde moitié du ^{xx}e siècle. Les pères et pasteurs occidentaux ont certes employé la contrainte pour convertir les païens, mais c'est parce que la religion a su se rendre séduisante qu'elle a pu véritablement s'imposer. Le contact avec les Européens permettait l'accès à des biens et des savoir-faire nouveaux ; leurs croyances, quant à elles, offraient un complément aux mythes cosmogoniques et eschatologiques coutumiers. Dans tous les cas, la rencontre des deux cultures apparaissait comme une promesse implicite de richesse renouvelée et d'alliance universelle. Cependant, la volonté de renforcer l'île en prolongeant l'archipel est rapidement apparue contradictoire. Dans nombre d'îles, les missionnaires, assistés des convertis les plus zélés, ont renforcé leur opération de déculturation, déplaçant les populations locales vers de grands villages chrétiens littoraux et s'acharnant à anéantir leurs pratiques coutumières. Catholiques et presbytériens ont de surcroît laissé libre cours à leurs propres rivalités, finissant par diviser les îles elles-mêmes. De cette période est née une double dissension, d'une part entre coutumiers et évangélistes, d'autre part entre catholiques et protestants.

Des langues politiques : l'île contre la nation

Le double antagonisme issu de l'époque coloniale a débouché, à la veille de l'indépendance, sur la création de deux partis politiques distincts, constitués sur la base de critères linguistiques. Les représentations attachées aux deux idiomes européens se sont enrichies, les qualificatifs de « francophone » et d'« anglophone » passant d'une connotation religieuse à une définition politique. À dire vrai, ces épithètes restent employées pour désigner des nationaux ne parlant parfois pas trois mots de langue européenne...

Dans les années soixante-dix, l'Angleterre avait pris position pour une indépendance immédiate – relayée par la tutelle officieuse de la voisine australienne –, estimant ses sujets prêts à assumer la direction du pays. La France souhaitait au contraire maintenir sa présence dans l'archipel et n'avait guère éduqué les francophones à leur futur rôle d'administrateurs ; le but de l'enseignement était de parvenir à égalité avec le niveau métropolitain, ce qui attachait la population aux compétences françaises et favorisait l'idée d'une éducation inaccomplie. Aussi, à la veille des premières élections, les francophones sentaient-ils poindre le danger de voir leurs homologues anglophones monopoliser la sphère du pouvoir, d'autant que ces derniers formaient une large majorité nationale et affichaient une certaine supériorité. Deux « partis linguistiques » avaient émergé de ces intérêts divergents. Le *Vanuaaku Pati* (VAP) incarnait à la fois l'idéologie tiers-mondiste de l'élite anglophone et les valeurs rigoureuses d'une population issue de l'enseignement confessionnel, favorable à un État fort et à la suppression du français comme langue d'enseignement. Face à lui, l'Union des partis modérés (UMP), porte-parole des « minorités », s'érigea autour de francophones catholiques et de mouvements néo-coutumiers hostiles au projet anglophone, centralisateur et homogénéisant. En 1980, la victoire du VAP

embrasa les îles, mettant à jour des dissensions jusque-là locales mais non moins profondes (Bonnemaison, 1997).

Plus qu'une localisation de la concurrence franco-britannique, la divergence politique, approfondie durant onze ans de gouvernement anglophone (1980-1991), reflétait l'antinomie de deux conceptions mélanésiennes. L'une d'elles associait l'indépendance à l'adoption de l'archétype occidental de la modernité, l'État-Nation ; l'autre se fondait sur une idée traditionnelle du pouvoir, multiple et d'essence locale. Ce fut l'affrontement entre l'île et la nation, entre *les* coutumes et *la* coutume. Cette période de guerre froide a paradoxalement montré combien les langues coloniales avaient été accaparées. Dans le conflit entre « tradition » et « modernité », les représentations liées aux idiomes endogènes et exogènes ont moins été confrontées que celles dont on a paré les deux langues européennes elles-mêmes, mises au service de rivalités locales tranchées.

Synthèse des traditions et des héritages. L'identité recomposée

Depuis l'arrivée au pouvoir, en 1991, d'un gouvernement bilingue (2), la structure sociale bipolaire semble s'estomper. Officiellement, anglophones et francophones se placent désormais sur un même plan en matière de compétence décisionnelle. Du même coup, la langue n'a plus valeur de symbole de revendication. La disparition des deux grands partis linguistiques atteste des bouleversements récents. Les minorités, unies au sein de l'UMP pour faire le poids face au grand parti anglophone, ont éclaté, ne reposant sur aucune idéologie commune ; l'ancienne majorité s'est également divisée. On assiste à présent à un morcellement extrême des partis, qui implique l'élaboration

de coalitions éphémères. Or, celles-ci ne reposent plus sur le critère linguistique. Les communautés d'origine et les intérêts conjoncturels servent de base à la formation des partis et des ententes, au point que l'on pourrait voir, dans l'organisation nouvelle du champ politique, une récurrence de cette dialectique ancestrale de l'atomisation culturelle et de l'alliance nécessaire.

La valorisation du bilinguisme anglais-français a contribué à cette désintégration du dualisme social et politique historique. Ce qui avait constitué un handicap pour la communauté francophone, à savoir sa langue d'éducation, s'est mué en atout. Durant les onze années succédant à l'indépendance, qui ont vu l'expulsion des entreprises françaises et l'anglicisation du secteur public, l'apprentissage de l'anglais s'imposait à tous les francophones aspirant à trouver un emploi. D'ailleurs, la proximité linguistique entre bichlamar et anglais le facilitait (3). Les adultes bilingues, en majorité francophones « d'origine », s'avèrent désormais largement avantagés professionnellement, dans un contexte où le bilinguisme est érigé en institution. La conséquence de ce renversement s'exprime par le subit intérêt des anglophones pour le français et par la généralisation, au sein des programmes scolaires du secondaire, de l'enseignement des deux langues. Les clivages locaux, longtemps entretenus par l'humiliation ressentie des francophones et le souvenir des épisodes violents de l'indépendance, sont en passe de s'éteindre. Dans un pays souverain à la recherche d'alliés politiques et commerciaux, la pesante dualité des héritages européens devient en outre une opportunité d'accès à deux réseaux d'alliance de taille internationale. Le patrimoine linguis-

2. Les élections de 1991 ont vu la victoire de l'UMP qui, minoritaire, a dû s'allier aux anglophones pour former un gouvernement « bilingue ».

3. Le bichlamar, à forte composante anglaise et aux normes écrites non fixées, n'a cessé de s'angliciser, tant au niveau lexical que grammatical, depuis son implantation dans l'archipel.

tique est ainsi perçu par les élites gouvernementales comme une exception avantageuse, garante d'une plus large ouverture mais aussi d'une indépendance préservée par le jeu des équilibres géopolitiques. La langue reste l'outil d'un projet collectif, qui s'avère consensuel: construire une nation plurielle réconciliée, une « île » tirant sa puissance de ses potentialités d'échange. Le sort des langues coloniales – et surtout de leurs locuteurs – dépendra moins à l'avenir des fluctuations gouvernementales que de la pertinence des choix géopolitiques. À la constellation francophone de faire le poids face à la crue anglophone planétaire...

La question linguistique interne n'apparaît pas pour autant enterrée. La marche vers l'unité nationale s'accompagne de mutations identitaires et territoriales qui menacent inévitablement la diversité culturelle et, en premier lieu, l'existence des langues vernaculaires. La tendance à la dilution du cloisonnement traditionnel, sous l'effet des plus grandes facilités de communication et des nouvelles solidarités nationales, réduit l'utilité de ces parlars et remet en cause l'enracinement local. Les jeunes, de plus en plus mobiles, utilisent aujourd'hui quotidiennement le bichlamar, qui s'installe dans les villages et tend à devenir la langue maternelle d'un nombre croissant de citoyens. Certains idiomes vernaculaires s'éteignent et, avec les mots, disparaissent les mythes et les rituels qu'ils signifiaient. Malgré la surpopulation croissante qui pousse à l'exode rural, les Anciens, tenants de la tradition, cherchent à maintenir les adolescents sur le territoire natal afin d'assurer la pérennité de la coutume. Mais ce mouvement de résistance risque de s'éteindre avec les aïeux. La nouvelle génération, imprégnée des critères d'une mode universelle et citadine diffusée par les médias (en bichlamar, anglais et français), se dégage inéluctablement de l'exigence des valeurs et de l'exi-

guité des territoires locaux. Tout en restant attachés à leur secteur d'origine, les jeunes se définissent en tant que Ni-Vanuatu et inventent une « coutume nationale » teintée d'occidentalisation. Reste que, pour la première fois, les langues de tout âge semblent réconciliées.

Le Vanuatu moderne, qui découvre l'impératif unitaire, a finalement choisi de conjuguer sa coutume multiforme à son double legs colonial. Au quotidien, les Ni-Vanuatu jonglent avec les langues, passant d'un univers socio-culturel à l'autre (village, école, église, centre citoyen...) avec une stupéfiante facilité. Chaque tradition, chaque héritage possède ici son langage, et chaque langue dévoile un pan de l'identité du locuteur, des affinités culturelles et des stratégies politiques de sa communauté. Une telle abondance est une richesse immense qu'il faut s'attacher à préserver, ce que les autorités encouragent sans savoir pratiquement quelles mesures adopter. L'équilibre apparaît en effet comme le signe d'une acculturation « réussie »; les Ni-Vanuatu se sentent tout à la fois fruit de leurs traditions et de leur histoire. La dévalorisation d'une seule branche de l'héritage exprimerait l'amorce d'une déculturation, mais est-il seulement possible de vivre avec autant de mots à l'époque de l'efficacité ?

BIBLIOGRAPHIE

- Bonnemaïson (J.), 1997. *Les Fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu*, 2 t. Orstom, Paris.
- Tryon (D.T.), 1976. *New Hebrides languages : an internal classification*. Pacific linguistics, series C, n° 50, A.N.U., Canberra.